



NPA
NOUVEAU PARTI
ANTICAPITALISTE

CTR
Renault
Rueil

*l'étincelle**

pour la construction d'un parti des  travailleurs communiste révolutionnaire

Contact : ecrire@npa2009.org
Consulter : <http://www.npa-auto-critique.org/>

Contact : cr@convergencesrevolutionnaires.org

Lundi 10 février 2014

Des enjeux peu sportifs

On peut apprécier le sport et être admiratif du talent des athlètes, sans être dupe de toute la mise en scène des Jeux olympiques, et pas seulement de Sochi. Pour l'heure, Poutine n'aura pas lésiné sur les moyens afin de faire de ces Jeux un « miroir de la nouvelle Russie », renvoyant une image bien conforme aux pratiques de son régime.

37 milliards d'euros ont été engloutis pour ériger ce « village Potemkine », comme disent les dissidents russes, du nom de ce ministre qui avait maquillé en trompe-l'œil les villages de Crimée lors de la visite de l'impératrice Catherine II en 1787. Un village de 2014 cette fois... de la taille d'un département français, dont l'aménagement fera de ces jeux les plus chers de l'Histoire et dont Poutine présentera d'une manière ou d'une autre la facture aux Russes.

L'envers des festivités ne s'arrête pas là. Plus de 70 000 ouvriers dont de nombreux immigrés sans-papiers ont trimé dans des conditions de quasi-esclavage pour ériger des équipements dont on peut être sûr qu'ils seront laissés à l'abandon une fois les JO terminés. Quant aux habitants expulsés manu militari pour laisser place aux hôtels, autoroutes et commerces, ils n'ont plus que leurs yeux pour pleurer.

L'envers des Jeux, et pas seulement de ceux de Poutine

En fait, on retrouve les mêmes pratiques déjà dénoncées lors des JO de Pékin ou encore dans la préparation de la future Coupe du monde de Football au Qatar.

Les montants sont colossaux, à l'échelle de chaque pays. Avant Sochi, toutes les villes organisatrices se sont retrouvées avec des gouffres financiers. Ce fut le cas de Pékin en 2008 (qui avait également expulsé toute une partie de sa population) ou de Londres en 2012, dont la ministre chargée des JO avait déclaré qu'avec le recul la ville n'aurait pas été candidate pour les accueillir ; le cas d'Athènes, en 2004, dont les installations désertées font office de nouvelles ruines archéologiques ou encore de Barcelone, en 1992, pour laquelle les milliards dépensés n'ont été amortis que récemment. Et bien d'autres.

Une pompe à fric bien huilée...

Le président du CIO, Thomas Bach, n'aura cessé de tresser des louanges à Poutine et de garder un silence complice sur le saccage écologique qui a accompagné les travaux ou le traitement des ouvriers sur les chantiers.

Il faut dire qu'en matière de corruption les officiels Russes ont trouvé dans le CIO et les affairistes occidentaux des joueurs à leur niveau. Tous les discours sur les valeurs olympiques n'ont que peu de poids face aux milliards d'euros que se sont partagés les grandes entreprises de BTP, notamment autrichiennes pour cette édition, les élus bien placés et les profiteurs de tous poils.

Derrière les athlètes qui transpirent pour des médailles, d'autres, nettement moins sportifs, sont sur les starting-blocks pour accroître leur chiffre d'affaires comme à chaque manifestation de ce type. MacDonald, qui a construit son premier restaurant à Sochi, Coca-Cola, General Electric ou encore Samsung n'allaient pas rater l'occasion de nous servir les fables du dépassement de soi et des sacrifices à endurer pour briller et repousser toujours les limites.

...qui parfois se grippe

Les Brésiliens, pourtant grands amateurs de football, ont fini par descendre massivement dans la rue en juin dernier pour protester contre les milliards consacrés à la construction de stades de prestige et la corruption qui accompagne la préparation de la prochaine coupe du monde, au détriment ne serait-ce que des transports publics en pleine déliquescence.

Un rappel que les jeux du cirque ne suffisent pas toujours à étouffer les contestations.

Des mensonges qui ne trompent pas

Dans les services de sous-traitance de Rueil, maintenance, entretien, sécurité, les cadres font courir des bruits rassurants : « *il n'y aura pas de problème pour vous avec la fermeture de Renault Rueil* ». Et comment ? « *Sûrement que l'entreprise qui reprendra le site nous reprendra avec* »... Et il faudrait les croire sur parole.

Y aura-t-il une entreprise qui reprendra le site ? Rien n'est moins sûr. Et même si une autre s'y installait, n'aura-t-elle pas déjà ses propres prestataires ? Quelles économies cherchera-t-elle à faire sur notre dos ?

Les patrons des entreprises sous-traitantes, en combine avec Renault, font du baratin par peur que les employés de la sous-traitance se mobilisent. Car ils ne disent rien, ne s'engagent à rien. Leur calcul est : pour l'instant évitons de faire des vagues avec les sous-traitants pendant qu'on déménage les personnels Renault, avec tous les problèmes que ça leur pose. Les sales coups pour les autres salariés du site, ce sera après.

Au contraire c'est maintenant qu'il y a encore près de 1 500 salariés sur le site qu'il faut que ceux d'entre nous qui travaillons chez les sous-traitants obtiennent des réponses et des garanties précises sur le maintien de leurs emplois d'abord, mais aussi sur le maintien de leurs contrats de travail et de leurs salaires. N'attendons pas d'être seuls pour demander des comptes.

Ventes en hausse, emplois en baisse...

Avec 2,6 millions de véhicules vendus dans le monde, les ventes du groupe Renault sont en hausse de 3,1 % par rapport à 2012 (+ 2,4 % en Europe). En France, Renault a réduit sa production de 5 % mais les ventes, elles, sont quasi stables (- 0,7 %). Bref la situation n'est en rien catastrophique comme on nous l'avait annoncé. Seuls sont catastrophiques l'emploi, les conditions de travail, et les salaires.

... et salaire gelés

Côté salaires, c'est presque en cachette qu'ont commencé, le 4 février, les Négociations annuelles obligatoires (NAO). Une « obligation » dont Renault a visiblement l'intention de se débarrasser vite. La direction a annoncé en tout et pour tout 0,5 % en additionnant les AGS et les AI. Autant dire un zéro pointé ! Face à la hausse des prix, c'est une nouvelle baisse du pouvoir d'achat que Renault entend nous imposer.

A moins qu'on ne s'organise pour réclamer ce qu'il nous faudrait pour rattraper le retard accumulé sur des années : 300 € d'augmentation pour tous.

Des synergies qui riment avec profit

Carlos Ghosn a annoncé vendredi dernier la création de quatre nouvelles directions communes à Renault et Nissan : Ingénierie, Fabrication/Logistique, Achats et Ressources Humaines. Ghosn veut accélérer les synergies et passer de 2,8 milliards d'économies en 2013, à 4,3 milliards en 2016. Pour trouver ce 1,5 milliard supplémentaire, il veut supprimer les doublons entre

Renault et Nissan, répartir les sujets d'innovation, optimiser les moyens d'essais... Cette chasse aux doublons aura forcément des impacts sur l'emploi à Renault, mais aussi à Nissan.

Car l'objectif est d'augmenter la marge opérationnelle et de rattraper GM, VW ou Toyota.

La question n'est pas de savoir si l'Alliance profite plus à Nissan qu'à Renault. Elle profite surtout aux actionnaires. Les salariés Renault et Nissan ont intérêt à faire front face à leur patron commun.

Nouveau suicide à Renault-Cléon

Un salarié de Renault Cléon s'est suicidé jeudi dernier, en se pendant dans l'usine. 43 ans, entré il y a 19 ans chez Renault, Emmanuel était marié et père de trois enfants. Son récent passage de nuit en jour lui avait fait perdre du salaire. Il venait d'apprendre la veille qu'il ne retournerait pas de nuit comme prévu. Un autre salarié s'était suicidé il y a 9 mois, laissant une lettre dénonçant les effets de l'accord compétitivité. La direction de Renault ne recule devant rien pour nous pressurer, baisser nos salaires, nous faire craquer. Elle n'a que faire des conséquences et ses discours de circonstances sont d'une hypocrisie répugnante.

Il est temps de réagir tous ensemble comme l'ont fait les salariés de Cléon hier en se rassemblant à plus de 400.

Prime de licenciement... versée aux licenciés

Après avoir fermé l'usine d'Aulnay en disant qu'elle allait transférer une bonne partie des salariés à Poissy, la direction de PSA annonce maintenant la suppression de 684 postes à Poissy.

C'est le moment que le gouvernement a choisi pour filer quelque 800 millions d'euros au groupe Peugeot, pour renflouer son capital. Une sacrée prime pour les licenciés.

Grève des postiers contre les emplois précaires

80% des facteurs de Rueil-Malmaison sont en grève pour exiger la réintégration d'une de leurs collègues. Celle-ci était en « contrat d'insertion professionnelle » depuis avril 2013.

Comme n'importe quelle entreprise privée la Poste profite de tous les cadeaux faits par l'Etat aux patrons. Les « contrats d'insertion » en font partie : sous ce nom pompeux, c'est une main-d'oeuvre quasi-gratuite (subventionnée par l'Etat). Et si officiellement ça devrait servir de marchepied pour une embauche définitive, la réalité est inverse : le contrat d'insertion fini, on vire le salarié pour en reprendre un autre sous le même contrat cadeau.

Mais en apprenant le licenciement d'une de leurs jeunes collègues en fin de « contrat d'insertion » les postiers de Rueil se sont mis en grève. Les patrons multiplient les emplois précaires, qui plus est avec l'aide de l'Etat. Et ça leur permet de faire pression sur les salaires de tous. C'est bien aux salariés en fixe de ne pas laisser faire en exigeant l'embauche des précaires.